

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 6/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **VAL DE LOIRE GRANULATS**

Le Dolin - Le Bout de la Vallée Poiriou

41330 AVERDON

Références : 2022/1230

Code AIOT : 0010003244

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement VAL DE LOIRE GRANULATS implanté Le Dolin - Le Bout de la Vallée Poiriou 41330 AVERDON. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est effectuée dans le cadre du suivi des DDIE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VAL DE LOIRE GRANULATS
- Le Dolin - Le Bout de la Vallée Poiriou 41330 AVERDON
- Code AIOT : 0010003244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'exploitation est située sur le territoire de la commune d'AVERDON, lieu dit « Le Bout de la Vallée Poiriou ». Il s'agit d'une carrière de calcaire à ciel ouvert, dont la superficie totale, autorisée en 2016, est de 45 ha 41 a 64 ca pour une superficie totale exploitable de 27 ha 46 a 94 ca.

La production maximale autorisée est de 350 000 tonnes par an, avec une moyenne annuelle de 180 000 tonnes. L'extraction des matériaux est réalisée à sec, en gradins. La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15 mètres.

L'abattage des matériaux est réalisé par emploi d'explosifs. L'extraction est ensuite effectuée à la pelle hydraulique.

Les matériaux subissent une opération de concassage et de criblage sur une installation de 760 kW de puissance installée

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale DDIE,
- Suites réservées à la précédente inspection du 06/05/2021 (Merlon Nord-ouest).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Matériaux extraits et quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 1.2.3	/	Sans objet
2	Gestion des déchets inertes et terres non polluées	Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article Chapitre 5.1	/	Sans objet
3	Dispositions de remise en état (Remblayage)	Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 2.4.3.2	/	Sans objet
4	Conduite de l'extraction (Merlon paysager)	Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 2.3.1	Non Conformité suite Inspection du 6 mai 2021	Sans objet
5	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article Chapitre 5.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

pas d'écart constaté

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Matériaux extraits et quantités autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matériaux extraits sont des calcaires de Beauce.  La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 350 000 tonnes/ an (avec une moyenne de 180 000 tonnes/an).  La quantité maximale traitée dans l'installation de premier traitement est de 350 000 tonnes/an.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que dans l'année 2021, 222000 tonnes de calcaire ont été extraites, dont 49000 tonnes de stériles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet


**N° 2 : Gestion des déchets inertes et terres non polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article Chapitre 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets inertes et terres non polluées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principaux déchets inertes et terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière et des installations proviennent : de la découverte des terrains (terre végétale + stériles de découverte) et de l'extraction (stériles d'extraction).  La quantité de stockage maximale de déchets inertes et de terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière est limitée à 910 000 tonnes.  Les zones prévues pour le stockage des déchets inertes et terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière sont : les merlons et les zones en remblaiement.  Les installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.  L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que la terre végétale et les stériles de découverte représentant environ 115000 tonnes, sont stockés en merlons périphériques, et que les stériles de découverte (terre en mélange avec des matériaux altérés ) et les stériles d'exploitation sont utilisés en remblaiement de la zone extraite. La quantité maximale à stocker est d'environ 4000000 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Dispositions de remise en état (Remblayage)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 2.4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage partiel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'intégralité de la terre végétale de découverte sera réutilisée pour la remise en état, avec une épaisseur uniforme. Le talutage des abords de la cuvette ainsi formée doit être réalisé à 10 % maximum par rapport à l'horizontale.  Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.  Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.  Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant a précisé que les conditions de remise en état sont suivies par l'agriculteur (propriétaire et ou exploitant des terrains). Les résultats du suivi agricole (prévu à l'article 9.4.3 de l'AP), sont transmis aux propriétaires et ou aux exploitants des terrains, conformément aux prescriptions de l'article précité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Conduite de l'extraction (Merlon paysager)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déboisement, défrichage et plantations compensatoires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé : (Suite Inspection du 6 mai 2021)</b> <i>"La conception du merlon paysager sur l'emprise Nord du site n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 2.3.1 "</i>
<b>Prescription contrôlée :</b> En limite Nord de l'emprise de l'exploitation, un merlon paysager végétalisé est aménagé.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté que le merlon est créé sur la partie "Nord-Ouest" du site, le long de la zone en exploitation sur 320 mètres de longueur sur environ 26 mètres de large. Les choix des essences des arbustes et des arbres a été élaboré avec la collaboration d'un riverain. Les plantations ont été effectuées en novembre 2022. 
Pour la continuité sur la partie "Nord-Est", l'exploitant a effectué les démarches pour acheter la parcelle concernée par le merlon, afin de pouvoir en assurer le suivi et l'entretien durant l'exploitation de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Plan de gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2016, article Chapitre 5.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Principes de gestion des déchets inertes et terres non polluées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;</li> <li>• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;</li> <li>• les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Le plan de gestion des déchets a été mis à jour en janvier 2022 et transmis à l'inspection des installations classées en mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet